

## **Le désespoir et la résistance en Grèce**

mardi 4 mai 2010, par [ALMPANIS Yannis](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2010).

Cette fois, la gauche radicale et les mouvements sociaux avaient prédit l'avenir. Lorsque la Grèce est entrée dans la zone euro lors des célébrations de triomphe, nous avons averti que les énormes inégalités entre les économies développées d'Europe du Nord (comme en Allemagne) et les relativement faibles de l'Europe du Sud (comme la Grèce), associées à un équilibre des forces politiques conservatrices, allaient inévitablement conduire à une pression énorme sur les salaires. Ne pouvant plus dévaluer la monnaie, et n'ayant pas de mécanisme européen pour compenser les différences énormes entre les différentes économies européennes, tous les efforts d'ajustement économique allaient porter sur la « variable » du coût de la main-d'œuvre directe et indirecte. Dix ans plus tard, notre prédiction sinistre (qui à cette époque était accusée d'être « de gauche » et « dogmatique ») s'est avérée tout à fait juste.

Lorsque la Grèce a vécu son rêve glamour des Jeux olympiques de 2004, nous étions peu nombreux ceux qui ont résisté à la « nouvelle grande idée » de notre glorieuse et historique nation. Le résultat de la « de la puissante Grèce » était une véritable catastrophe : le coût entre 20 et 30 milliards d'euros (personne ne connaît le chiffre exact) pour des investissements tout à fait contre-productifs. Athènes est maintenant plein d'énormes stades fermés que personne n'utilise...

Néanmoins, quand le jour du Jugement est arrivé, presque personne ne se souvenait de ce que furent les mots des hommes politiques néolibéraux et les médias de masse il y a à peine quelques années. En conséquence, le nouveau gouvernement « socialiste » a réussi à trouver des boucs émissaires pour les difficultés financières nationales : D'une part, notre pays sans défense (qui a été si puissant il y a quelques années) a été présenté comme la victime de l'étranger « international » spéculateur. D'autre part, la crise serait le résultat de problèmes structurels chroniques de l'économie grecque : trop grand secteur public, trop grand nombre (et bien payé) d'employés du secteur public. La faillite aurait été inévitable si le pays n'était pas en mesure de trouver 24 milliards d'euros sur Avril et Mai afin de financer son déficit public ou si elle avait continué à emprunter sur les marchés internationaux avec un intérêt de 6,3%. Pour éviter la faillite, le pays a dû regagner la confiance de l'Union européenne et les marchés internationaux afin de trouver de l'argent à faible taux d'intérêt de sa dette publique. Et le meilleur moyen de regagner la confiance des « marchés » est de prendre des mesures douloureuses contre vous propre peuple. Il s'agit d'un véritable chantage : si les travailleurs n'acceptent pas les mesures d'austérité, le pays sera conduit à la faillite.

Le pacte de stabilité et de développement du programme élaboré par le gouvernement grec et l'UE est vraiment pénible : Environ 10% de réductions des revenus des salariés du public, une augmentation de 2% de la TVA, 10% des réductions dans les dépenses publiques, 2 ans de travail de plus pour la retraite, 100 millions d'euros de diminution dans le budget de l'éducation. L'objectif du gouvernement est de sauver plus de 4 milliards d'euros et d'envoyer le message à l'UE et les marchés internationaux qu'il est pleinement fidèle au dogme du fondamentalisme néo-libéral.

Malgré son caractère antisocial, le plan ne semble pas convaincre les marchés internationaux et les taux d'intérêts de la Grèce sont encore trop élevés (plus de 6%). En conséquence, un plan de sauvetage de l'UE est ante portas. Pour l'instant, la forme exacte de ce plan de sauvetage n'est pas encore connue. Mais nous sommes à peu près sûr que l'« Aide » Européenne, en plus des politiques

de notre gouvernement, conduira à une faillite sociale inévitable. Les prévisions de la Deutsche Bank sont terrifiants : récession de -7,5% du PNB d'ici 2012, 20% de chômage (environ 1 million de personnes). La seule chose qui va très certainement être sauvée par la stabilité et le développement des programmes sont les profits des spéculateurs internationaux et des employeurs grecs (en réalité, le programme est la mise en œuvre de tout ce que la Fédération des employeurs grecs ont demandé depuis 20 ans).

Bien sûr, il y avait un autre chemin à prendre, et une politique économique alternative est toujours possible. Bien que, la dette publique de la Grèce (113% du PNB) est plus grande que la dette publique du reste du groupe Euro, si on ajoute la dette privée, la somme est 173% du PNB, ce qui est bien inférieur au reste du groupe Euro (et même un pays très développé comme le Japon a une dette publique de 200%). Avant l'ère de l'euro, en 1993, la Grèce utilisait 14% de son PNB pour le financement de sa dette, maintenant cela lui coûte 6%. Comme nous pouvons le voir, la dette de la Grèce n'est pas si grande. Le vrai problème est que la zone euro repose sur des règles extrêmement rigides ,néolibérales, qui exagèrent l'importance de la dette publique et rendent très difficile son financement (par exemple, il n'est pas autorisé à émettre un emprunt, adressé au marché intérieur).

En plus il y avait d'autres moyens pour le gouvernement grec pour trouver l'argent nécessaire. Par exemple, auprès des propriétaires de navires commerciaux (la Grèce est le numéro 1 mondiale) de véhicules commerciaux avec plus de 4.000 navires sous pavillon grec) en récupérant la TVA pour les biens qu'ils achètent dans les ports grecs, ce qui représente d'environ 6 milliards d'euros perdus par l'Etat chaque année , tandis que les économies du programme de stabilité sont estimés à moins de 5 milliards d'euros. L'an dernier, les armateurs grecs ont versé moins d'argent en impôts que l'argent payé par les immigrés ( par les taxes pour obtenir leur carte verte). Outre cela, la majorité des employeurs grecs ont transféré leurs actifs dans des sociétés chypriotes (taux d'imposition de 10%) ; l'église grecque orthodoxe est exemptée d'impôts (nos guides spirituels sont les champions nationaux dans l'immobilier : ils possèdent des forêts, des champs, des lacs et des milliers des bâtiments) ; chaque année, les employeurs laissent impayés, illégalement, plus de 8 milliards d'euros au système de sécurité sociale ; 800.000 petites et moyennes entreprises payent les mêmes impôts que l'employé dont le salaire est d'environ 2.000 euros par mois ; les banques grecques ont reçu 28 milliards d'euros de fonds publics au début de la crise et maintenant elles spéculent sur la dette publique (en réalité la majorité des spéculateurs « internationaux » sont grecs, allemands et français ...) , et chaque années 4% du PNB sont consacrés aux dépenses militaires (c'est à dire, 10 milliards transférés aux États-Unis et à l 'Union européenne pour les industries des armes).

Tout cela indique que le gouvernement pourrait prendre l'argent des riches, mais elle a préféré le prendre aux pauvres. Il s'agit d'un choix de classe au nom de l'urgence nationale.

Enfin, nous ne devons pas oublier le niveau européen. La catastrophe sociale dont le peuple grec souffre aujourd'hui est le produit de la structure néo-libérale de l'union monétaire et financière européenne. Une monnaie commune sans budget commun, un marché européen unifié sans aucun mécanisme de transfert des ressources des riches vers les pauvres, un pacte de stabilité fondé sur le dogme néolibéral le plus dure ,dont le seul intérêt est le profit et qui se fout pas mal du peuple. La crise montre qu'il est impossible de vivre sous les règles de Maastricht.

La Grèce a toujours été un pays d'inégalité sociale énorme. Il est caractéristique que, bien que le pouvoir d'achat Grec est à 92% de la moyenne de la zone euro, les salaires ne sont qu'à environ 70%. Mais maintenant, la réalité sociale créée par les nouvelles mesures n'est tout simplement pas durable. Non seulement le peuple ne peut vivre avec une telle réduction du revenu, non seulement le marché intérieur sera gelé pendant de nombreuses années, mais surtout il n'y a aucun espoir que nous puissions sortir de cette misère. Ce sentiment de désespoir s'aggrave par le sentiment amer que nous avons été laissés seuls par les Européens ; et ce qu'on appelle « l'aide de l'UE » est dans le

style politique du FMI et va conduire à un type de crise sociale tiers-mondiste. Depuis la fin de la de la guerre civile à la fin des années 40, on n' a pas connu un tel manque d'espoir dans la société grecque.

Bien sûr, le désespoir ne conduit pas automatiquement à la résistance. Beaucoup de gens pensent que rien ne peut être fait. Il est déjà difficile de battre le gouvernement, mais il semble vraiment impossible de battre en même temps, le gouvernement grec, de l'UE, le FMI, l'Allemagne, la France, les marchés mystérieuse internationale, le monde entier qui est unie contre la classe ouvrière grec. D'autre part, il y a de plus en plus du gens qui se retourner contre le gouvernement et les mobilisations sont de plus en plus grand. Deux très réussie des grèves générales, des manifestations monstres dans toutes les grandes villes, des actions et des événements, la formation de base des syndicats et des comités locaux de coordination, de la résistance courageuse à la politique des provocations. Les travailleurs/euses sont en mouvement, même contre la volonté des dirigeants de la Confédération Général des Travailleurs. Et pour l'instant, il semble que plus les gens vont ressentir les effets des nouvelles mesures, plus la résistance sera plus forte.

**Yannis Almpanis** (membre du Réseau pour les droits politiques et sociales),

---

---

**P.-S.**

\* Paru dans le Courrier des mouvements sociaux n°2, avril 2010.

\* yannisalmpanis hotmail.com